

Le silence des communistes...

dix ans après

à l'initiative de pierre-alain et alain

avec une lettre de Thierry Renard, poète

et un témoignage de Roland Weyl, avocat

<http://altercommunistes.org>

et la parole nous revint...

« Dix ans après la chute du Mur, un syndicaliste italien prend sa plus belle plume et écrit à deux anciens responsables communistes... »

C'est ainsi que commence l'introduction du livre « le silence des communistes » écrit par Vittorio Foa, ce syndicaliste qui interroge Miriam Mafai et Alfredo Reichlin, anciens dirigeants communistes italiens.

Dix ans après, la chute du mur apparaît désormais à la lumière des attentats de New-York en 2001, du choc des civilisations, des nouvelles guerres anti-terroristes, des interminables guerres d'Irak et d'Afghanistan, des émeutes répétées de la faim, d'une Chine désormais éveillée, puissance ancienne et nouvelle, socialiste et capitaliste, des crises économiques et financières successives jusqu'à celle explosant en 2009 qui fait brutalement écho à 1929, à ce siècle ancien qui voyait la construction des partis communistes, la concrétisation de l'utopie socialiste, et qui trouve un écho dans la réapparition en Amérique Latine de projets socialistes, de peuples surgissant debout d'anciennes dictatures pour bousculer les agendas planétaires.

Le livre posait des questions sur le communisme, s'interrogeant sur la liberté, la paix, la démocratie, reprenant l'affirmation de Marx voulant faire passer l'homme du « *règne de la nécessité au règne de la liberté* ». Ne faut-il pas reprendre les réponses de Miriam et Alfredo aujourd'hui ?

Dans ce petit livret, des communistes reprennent la parole !

Pierre-Alain Millet
nouvelle réponse 10 ans après...

Vittorio,

j'apprends ta mort alors que je me suis enfin mis à écrire pour tenter de sortir de ce silence dont tu parles avec raison, un silence étourdissant dans ces années de guerre sociale et impériale menée contre les peuples, contre le monde du travail, contre toute forme de résistance. Vingt après la chute du mur, dix ans après ta première lettre à Miriam et Alfredo, nous redécouvrons que « *l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes* ». Et c'est avec en tête la violence de ces luttes en 2009 que je veux te répondre enfin, et tenter d'éclairer cette histoire qui nous a conduit de l'invasion de la Tchécoslovaquie à l'effondrement du mur, avant de retrouver en Amérique Latine des pays annonçant construire le « socialisme du XXIème siècle ».

Le silence ?

Tu évoques en introduction le silence, "*leur passé est effacé de la mémoire*". Tu l'évoques pour les communistes italiens. Est-il de même nature en France ? Le communisme italien a été dès la libération plus vite confrontée au compromis républicain, plus vite en recherche d'une réponse "eurocommuniste" au stalinisme, radicale dans la décision de dissolution du PCI dans la "cosa". Le communisme français est resté plus divisé sur la réponse au stalinisme, entre l'humanisme de Garaudy et l'anti-humanisme théorique d'Althusser, et encore plus longtemps divisé par sa mutation, qui n'en finit pas de s'éterniser... Ces différences viennent-elles de leurs conditions de naissance, de leur dirigeants, des conditions nationales ? Les histoires grecques, portugaises,

espagnoles, montrent en tout cas que les trajectoires des partis n'étaient nulle part pré-écrites. Dans nos deux situations, ce silence me semble être d'abord une incapacité de "lire aujourd'hui" ce passé qui s'efface pour transmettre ce qu'a été notre engagement à de nouvelles générations.

Quand Miriam évoque ces *"vieux communistes, qui habitent dans les immeubles populaires, qui diffusaient l'Unita tous les dimanches () ils me demandent ce qui est arrivé, pourquoi nos dirigeants se disputent, pourquoi Berlusconi a gagné () je confesse ma honte de ne pouvoir donner une réponse convaincante"*... elle en situe une cause dans les *"divisions anciennes et jamais résolues"*. Je crois effectivement que c'est une clef pour comprendre ce silence, mais non pas comme l'évoque Miriam, en cherchant dans les critiques de l'ancien PSI, du vieux Nenni ou de Craxi, ou encore comme l'évoque Alfredo en relisant Bernstein, mais au contraire en cherchant à comprendre pourquoi notre point de vue communiste s'est dilué sur sa gauche et sur sa droite.

La guerre sociale qu'est toujours le capitalisme a besoin d'une guerre des idées, d'une bataille idéologique permanente dans laquelle le communisme est toujours soumis au risque du gauchisme et du réformisme, parfois a son corps défendant, quand nous n'arrivons pas à « comprendre le monde pour le transformer ».

Devant l'effort gigantesque que demandait l'analyse du stalinisme, du socialisme réel, de cette situation jamais prévue d'un socialisme partiel, national, hétérogène en permanence plongé dans une domination capitaliste mondiale, devant les contradictions entre socialismes, nous n'avons pas construit collectivement le point de vue communiste capable de comprendre les luttes de classe dans le socialisme, nous n'avons pas vu la contre-offensive s'organiser

idéologiquement dans les suites de Mai 68 et de la reconversion des nouveaux philosophes. Ce point de vue communiste était pourtant toujours plus nécessaire pour comprendre le retour de la guerre derrière le masque de l'humanitaire, l'arrogance et la fragilité de la domination Étasuniennes, la force potentielle de la décolonisation dans les résistances du sud après la chute du mur, l'incroyable révolution permanente cubaine, phare pour une Amérique latine se libérant des dictatures et montrant la force d'intervention des peuples... C'est en creux ce que dit en fait Alfredo qui écrit *"il y a quelque chose de tragique dans cette histoire et dans la figure de Togliatti qui () fit ce que l'ancien parti socialiste ne réussit pas à faire. Il réconcilia pour la première fois en Italie, les classes pauvres avec la Nation, il les amena au seuil du pouvoir, mais en même temps il condamna le PCI à la marginalisation, étant de fait un des plus grands chefs non seulement du Komintern, mais de l'Union Soviétique."* Ce qui nous a manqué était bien la capacité, dans le contexte de l'existence du socialisme réel, à porter la perspective de la transformation révolutionnaire en France comme en Italie à partir du rapport de forces réel dans nos pays, en se dégageant de tout modèle, de toute contrainte, mais sans rompre avec l'internationalisme nécessaire des prolétaires.

Le silence des communistes français

Les derniers congrès du PCF sont pleins de ce silence sur le passé, le vieux passé communiste qui est considéré dans les textes comme un boulet dont il faut se libérer, et le passé récent de la mutation qui est résumé à des erreurs normales quand on cherche... En quelque sorte, en France, le silence n'est pas total. Le PCF n'étant toujours pas dissous, malgré de nombreuses tentatives, la question est rediscutée à chaque congrès. Faut-il enfin en finir ?

Faut-il enfin une métamorphose , nom français de la "cosa".. A chaque congrès la direction pose la question, et la base militante bien qu'affaiblie, vieillie, souvent aigrie, émiettée, désorganisée... répond invariablement **"nous voulons le parti communiste français"**. Ces divisions sont bien celles qui ont marquées l'histoire du PCF sur des décisions clefs, notamment la place du rassemblement populaire par rapport aux alliances électorales de gauche, la référence au marxisme, la conception de la transformation sociale et son caractère révolutionnaire, la différence entre l'Italie et la France est que la direction du PCI a pu dissoudre le parti en un seul congrès, quand les directions du PCF successives n'ont pu le faire, malgré les tentatives.

Mais le point commun est que nous nous sommes divisés et le résultat a été partout un affaiblissement rapide ou progressif. Note que si certains partis se sont dissous ou métamorphosés comme le PCI rapidement, ou le PCF lentement, d'autres partis sont restés "orthodoxes", comme le PCP ou le KKE. Il n'y avait aucun "automatisme" dans les transformations des partis communiste, mais bien partout des décisions politiques de directions, qui, appuyées partout sur une pratique de centralisme peu démocratique, ont mis en œuvre des stratégies dont on peut désormais tirer les leçons. J'ai toujours le souvenir de ce merveilleux fim de Moretti sur la cosa, film qui donne à voir cette incroyable parole communiste, individuelle et collective, engagée et à l'écoute, passionnée et raisonnée.

Je veux donc te répondre que le silence dont tu parles n'est pas la trace du deuil que nous n'arriverions pas à faire de notre utopie, d'un deuil qui demanderait un franc renoncement pour être dépassé. Au contraire, il est la trace du deuil difficile de la parole que tant de

dirigeants portaient pour nous, dont ils étaient l'incarnation, petit pères des peuples qui tant de fois, ont désertés les peuples. Le communisme était tout entier dans l'action, et avais remis sa parole à ses dirigeants. Quand ceux-ci, à Moscou, Rome ou Paris, ont désertés les luttes de classe par intérêt, renoncement ou pragmatisme, nous nous sommes trouvés littéralement **sans voix**. Et c'est de ce silence que nous sortons enfin, quand les luttes nous réveillent, quand les répressions nous font crier, quand des résistances s'organisent, cherchent des alliances, quand de nouveaux dirigeants apparaissent et portent de nouveau les luttes de classes, car nous réapprenons à parler par nous mêmes, communistes, n'ayant renoncé à rien, les yeux grand ouverts sur notre passé, fiers et lucides, engagés et en recherche, car nous recommençons à nous organiser patiemment, à reconquérir le parti communiste indispensable aux prolétaires des temps modernes.

Le monde change ?

Cette phrase au cœur de ta première lettre, est reprise par Alfredo qui parle *"d'une véritable césure politique, car il s'agit d'un changement très profond, non seulement des choses mais des esprits et aussi de toutes les formes (l'Etat-nation, les classes, l'industrialisme) dans lesquelles a été pensé la politique"*.

Au début des années 90, comme beaucoup, devant l'accélération de l'histoire, j'ai cherché à comprendre ce qui semblait "nouveau". Et il faut reconnaître qu'on était "dans la panade". Lors du 150ème anniversaire du Manifeste en 1998, je me suis mis à relire des textes de Marx, et dans le choc de l'arrivée de Le Pen au 2ème tour en 2002, j'ai recommencé à lire Lénine. Et je n'ai pas suivi Negri nous parlant de "multitudes" et d'Empire remplaçant les classes sociales et les états, ni Sève nous parlant de luttes d'une classe au

singulier contre l'humanité désormais mise en cause dans son ensemble. Nous avons été sensibles à ces discours du nouveau, à ce déferlement médiatique des "nouvelles" technologies, "nouvelles" économies, "nouvelles" théories qui défaisaient tous nos repères. Nous avons cédé à une formidable bataille idéologique dont, vingt ans plus tard, nous mesurons à quel point elle avait pour but de masquer que le monde change en apparence pour mieux rester ce qu'il est, un capitalisme profondément dominé par les intérêts immédiats d'une classe sociale capable de piller, tuer, détruire pour continuer à "se gaver".

Cette question émerge clairement dans le 34ème congrès du PCF dont la direction continue à répéter cette maxime du nouveau. Le monde, les classes, la science, la vie, tout est nouveau, et bien entendu, il ne faut donc pas s'intéresser au passé, il faut de "nouvelles" réponses, un "nouveau" communisme, un "nouveau" parti. Mais dans leur grande diversité, les forces sociales qui luttent reconnaissent un pouvoir arrogant dans la tradition de cette droite française pétainiste, que Marx analyse dans la révolution de 48 et Napoléon III. Et la crise de 2009 vient brutalement éclairer cet ancien qui demeure dominant, le capitalisme !

On ne peut plus en 2009 regarder la mondialisation comme un caractère nouveau du monde, malheureusement « *pilotée par un capitalisme financier et ultralibéral* », comme le dit la direction du PCF, alors qu'elle est déjà étudiée par Marx, Lénine et tant d'autres ! Nous avons toute l'expérience de la mondialisation du 19ème siècle, qui a produit le colonialisme, puis la première guerre mondiale, et enfin le nazisme ! Cette mondialisation était déjà financière ! elle était déjà le support de guerres impérialistes, du pillage du sud par le nord, et en même temps, d'un formidable développement des

forces productives, de la transformation de millions d'emplois agricoles en emplois industriels poussant à l'urbanisation...

La mondialisation, que ce soit en 1900 ou en 2000 n'est pas seulement « pilotée » par le capitalisme, elle est la forme dans laquelle il se reproduit en expansion pour satisfaire les exigences toujours plus démesurées de la classe sociale qui le domine ! La croissance des échanges, de leurs possibilités techniques ne fait qu'accélérer un mouvement très ancien qui est celui par définition du capital !

Par contre, s'il y a du nouveau dans la fin du 20ème siècle, c'est bien que quelque chose né dans la furie de la première guerre mondiale a disparu ! le socialisme des pays de l'Est, issu du choc de la révolution d'octobre et de ses suites... et cet effondrement a révélé et libéré un rapport de forces très en faveur du capitalisme ! C'est ce qui a permis la déferlante "libérale", la revanche sociale, le retour de la guerre.

Mais l'effondrement n'est pas complet. Cuba résiste encore, la Chine est un mélange de socialisme et de capitalisme dont personne ne peut prévoir qui sera dominant dans le futur. En tout cas, l'état chinois souverain continue à maîtriser sa monnaie et ses institutions financières ! L'Amérique Latine réinvente un socialisme du XXIème siècle. **Parler de faillite du socialisme en passant sous silence les réalités passées et actuelles du socialisme ne permet pas de comprendre le monde d'aujourd'hui.**

Et ne nous cachons pas la difficulté la plus grande, parler d'un échec communiste ne permet pas de comprendre les causes et les conséquences de l'effondrement de l'URSS. Car l'URSS restera d'abord et avant tout une extraordinaire **victoire** de la révolution d'octobre qui transforme en un demi-siècle un pays paysan

moyenageux en grande puissance.

L'échec communiste ?

On plaisante souvent des tares du soviétisme, mais on oublie le plus souvent les incroyables avancées scientifiques, techniques, culturelles qu'ont produites les suites de la révolution d'octobre... même dirigée par Staline ! Un seul exemple peu connu et représentatif. Un thème de recherche est réapparu en France depuis 2000, la "méthode TRIZ", méthode qui aide à la résolution de problèmes par analogie, méthode née en URSS dans les années 70. Elle présente la particularité de reposer sur la formalisation d'un problème comme un ensemble de "contradictions"... On l'utilise en 2008 pour résoudre des problèmes de méthodologies en ingénierie.. Ce n'est pas une anecdote. On ne peut rien comprendre de l'URSS sans considérer ses réussites. Les travaux récents d'historiens montrent combien l'URSS a toujours été en guerre, et si elle a effectivement perdu cette guerre, si le stalinisme a évidemment freiné son développement, le socialisme soviétique a démontré un formidable potentiel, tout comme le socialisme chinois dans des drames et des contextes très différents, mais tout aussi "extraordinaires".

Nous n'avons pas su, pas pu porter une lecture critique communiste du socialisme réel, coincé dans une sujétion idéologique et politique dont Fidel Castro parle comme le plus grand drame du socialisme ! L'expression de "bilan globalement positif" ne permettait pas de porter une critique dialectique, solidaire des forces communistes, mais claire sur les contradictions et les forces conservatrices. Quelle était la réalité de l'URSS ? Ce n'était à l'évidence pas le communisme, personne ne l'a d'ailleurs prétendu. Ce n'était pas non plus le socialisme que nous espérons dans nos

pays ! Alors, quelles luttes de classe en URSS ? Quelles contradictions ? Quels moteurs socialistes et quels freins capitalistes ? quels caractères nationaux, universels ?

L'analyse que fait Losurdo de la situation chinoise comme une NEP généralisée de grande durée esquisse un autre point de vue. IL y a un échec de l'idéalisme communiste, celui qui fait dire aux trotskystes encore aujourd'hui que la nation est un cadre bourgeois, que la révolution doit être internationale ou ne pas être... Dans nos hésitations entre réformisme et révolution, n'avons-nous pas manqué d'une lecture du socialisme comme un long processus ouvert par une rupture de nature révolutionnaire, conduisant à de longues luttes de classes continues...

La défaite soviétique n'est pas l'échec du communisme du XXIème siècle. Elle nous demande une analyse serrée de ce qu'a été le stalinisme, mais aussi de comprendre comment gérer le conflit avec le capitalisme au niveau international. On ne peut ni se contenter d'une attitude à la Allende pour finir par se faire tuer, ni faire la course militaire pour "rattraper" le capitalisme comme l'espéraient les soviétiques.. Je ne suis pas sûr que le cousinage socialisme/capitalisme à la chinoise ne soit pas aussi risqué... C'est cette question difficile pour les marxistes que le "discours du nouveau" masque.

Très loin de la conclusion de Miriam qui considère que *"notre tâche, au niveau mondial, est de guider, corriger, civiliser, la globalisation"*, on peut voir 10 ans plus tard toute l'importance du cadre national pour l'expression d'un pouvoir populaire, pour permettre la diversité des stratégies de transformation, pour ne pas donner à la bourgeoisie l'arme de l'identité et du racisme. pour que "mille fleurs socialistes s'épanouissent" dans chaque histoire

nationale. On mesure l'importance de protéger les économies locales du marché mondialisé pour permettre de réelles coopérations. On redécouvre la célèbre phrase de Jaurès "un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup en rapproche"

L'abandon du marxisme...

Ce qui me frappe à la lecture des réponses de Miriam et Alfredo, c'est l'absence totale du marxisme, ni comme référence, ni comme outil de compréhension du monde. Or, je fais partie de la génération de communistes "sans formation", engagé dans la vie politique après 1980 dans un parti qui cherchait déjà du "nouveau". Je me suis mis à lire Marx 20 ans plus tard, peu de temps avant que tu n'écrives ta première lettre, et c'est ce qui m'a permis de reconstruire une confiance, une capacité à mener des batailles politiques dans ce monde si violent.

C'est pourquoi je lis la conclusion d'Alfredo comme un idéalisme, centré sur la "volonté humaine". *« l'important est le choix que nous voulons faire. si nous voulons que les choses s'améliorent, nous devons penser qu'elles peuvent s'améliorer : le choix est entre un monde des possibles et un monde de l'échec. »*. Le matérialisme historique a disparu totalement de sa réflexion, mais depuis quand ? La force extraordinaire du marxisme dans les situations brûlantes des deux premières guerres mondiales, c'était bien d'aider à comprendre le monde pour le transformer, partir de l'analyse du réel, notamment des rapports sociaux et du mouvement du capital... C'est ce qu'il me permet aujourd'hui. Pourquoi ne nous en sommes nous pas servi dans les années 80 ?

Pire, Alfredo réduit le communisme au dogme social-démocrate *« la réponse du passé consistait essentiellement dans la lutte pour la redistribution du revenu »*. Il oublie comment Marx a montré le lien

profond entre la propriété privée des grands moyens de production et d'échange et la domination de l'état par la bourgeoisie. Il sépare même puissance économique et pouvoir politique « *l'écart croissant entre la "puissance" et le "pouvoir". Par puissance, j'entends la puissance des marchés financiers ; des entreprises globales (...) Et par pouvoir, j'entends justement la politique...* », et en conclut que « *la politique n'est plus le lieu où se prennent les grandes décisions* ».

C'était certes une idée très répandue encore récemment, mais là encore, l'expérience récente nous montre à quel point ce sont bien les états, comme outil de domination de classe, qui restent le bras armé du capital pour résoudre les crises intrinsèque du capitalisme au profit des mêmes. Oubliées les grandes déclarations de principes sur l'état qui ne doit pas s'occuper de ce qui ne le regarde pas ! De fait, ce sont les états qui dérèglent ou régulent, serrent la vis ou lâchent la bride monétaire, affectent les ressources pour telle ou telle stratégie de développement, c'est à dire de reproduction du capital !

Je peux donc te répondre plus précisément encore. Le silence des communistes s'est construit par la lente prédominance dans le discours communiste d'un point de vue idéaliste, par une défaite du marxisme, le communisme perdant toute capacité à éclairer le capitalisme, ses crises et les voies de son dépassement. C'est Alfredo qui peut dire que « *la puissance productive est concentrée dans la partie la plus riche du monde* », quand on constate 10 ans après qu'une des caractéristiques de la crise est justement la nouvelle répartition des forces productives dans le monde, créées par l'abandon de secteurs industriels entiers au nord, au profit des activités financières, commerciales, touristiques, quand le sud

profitait largement des investissements des multinationales pour chercher les voies d'un développement qui fait de la Chine, l'Inde ou le Brésil de nouvelles puissances souveraines.

Il n'est pas utile de chercher à conclure, mais plutôt d'éclairer le sens du mouvement depuis de ce sentiment de défaite, de délitement, de honte parfois, qui a vu des milliers de militants souvent aguerris disparaître, renoncer, se reconvertir dans l'associatif, l'humanitaire, certains devenir réformistes, écologistes ou même démocrates à l'américaine, qui a surtout muré des militants dans un silence douloureux. Dix ans après ta lettre, le mouvement prend forme et sens, retrouve progressivement la nécessité de s'affirmer sans ambiguïté, de s'organiser, et, enfin de dire de quoi il est le nom, de quoi le communisme a été, est et sera le nom.

Nous, communistes, sommes le prolétariat organisé pour comprendre le monde en le transformant, par une révolution nécessaire au renversement du rapport de forces entre capital et travail, par une longue aventure du socialisme construisant dans les luttes de classes, un développement humain durable, une société libérée de toute aliénation, une société sans classe.

Alain Picard

Une contribution d'un militant communiste à un débat crucial

« Les riches diminuent, chaque jour de quelque chose le salaire des pauvres, non seulement par des menées frauduleuses, mais encore en publiant des lois à cet effet. »

Thomas More 1516

Miriam, Alfredo

vos réponses à Vittorio interpellent l'ensemble des communistes. C'est pourquoi, j'ai souhaité apporter ma modeste contribution à ce débat qui traverse tous les partis communistes notamment en répondant à la question

« Peut-on faire quelque chose pour réduire les inégalités dues à l'origine? Je ne le sais pas. Avez-vous des idées là-dessus » qui est extraite de la première lettre.

Ces inégalités ne sont pas naturelles. Elles sont engendrées par le système d'exploitation capitaliste qui pour concentrer les richesses produites entre les mains de quelques milliers de familles, contraint le plus grand nombre à vivre très modestement ou dans la pauvreté.

Cet état de fait est injuste et inacceptable, il heurte les droits de l'Homme les plus élémentaires.

Face à cette situation, il est nécessaire d'engager le combat contre les inégalités, contre le système qui les crée. Dans cette lutte frontale, les tentatives pour civiliser le capitalisme ne font que réduire à la marge les inégalités mais dans le même mouvement elles confortent et font perdurer le système.

Seul le combat pour le renversement du capitalisme attaque l'origine et le fondement des inégalités. C'est la raison d'être des partis communistes, tout autre objectif les réduit au silence et enclenche le processus de disparition.

Thierry Renard

**Commune parole,
commune présence...**

à Pierre-Alain Millet

« Je vis d'un bien nécessaire
Et d'un monde profitable »
Paul Éluard, *Ailleurs ici partout*.

Depuis que j'ai eu quinze ans, je me suis rangé du côté des communistes. Mais c'est un engagement, au fond, plutôt familial — italien par ma mère, et français par mon père. Communiste, je l'ai presque toujours été. Dès l'enfance, même, car tout petit j'ai baigné dans cette fervente atmosphère. Les discussions, chez mes grands-parents maternels où je vivais enfant, portaient toutes sur l'avenir du monde et sur cette belle utopie que nous traversions dans la bonne humeur autour d'un plat de spaghetti. Parmi mes oncles, plusieurs avaient été des résistants de la première heure à l'occupant nazi, en France comme en Italie. Sûrement pas des héros, non. Seulement des résistants décidés. Pour nous autres, être communiste, c'était tout naturel, l'évidence même, une manière de politesse... Comme dire bonjour ou je t'aime. Comme dire merci et à bientôt. En famille, donc, nous étions très à l'aise avec ce mot-là, COMMUNISTE, qui résonnait très fort à nos oreilles. C'était aux yeux de tous à cette époque, chez les Vighetti comme chez les Renard, un joli mot, et

l'un des plus exacts *surnoms de la vie*. Chez nous, ni complexe ni honte. Nous tenions, simplement, *et à notre niveau*, à préserver l'humanité du désastre, en la tirant vers le haut puis en l'entraînant dans le camp des désirs et de l'émancipation. Nous étions résolument pour les hommes, contre la misère et les injustices. Chez nous, point de Staline ou de Mao ! Nous aimions trop la liberté, individuelle et collective, *solitaire et solidaire*. Nos références étaient directement tournées vers l'Italie de Gramsci et de Togliatti, ou vers la France de 1789, de la Commune de Paris et du Front populaire. Chez nous, il n'y avait aucune place pour les dieux et pour les maîtres. Nous rêvions, en famille, d'une existence terrestre, préférant toujours l'humour et le bonheur à la cruauté et la haine. Sans doute ai-je une vision un peu déformée de ce temps-là... Mais plus je me penche avec intérêt sur mon passé, et plus je retrouve une certaine vérité dans tout ce que je viens d'énoncer. Ensuite, bien entendu, j'ai grandi et j'ai perdu, en partie, ma naïveté. Cela ne m'a pourtant pas empêché de conserver mon engagement, voire de le faire fructifier dans tout ce que j'ai pu entreprendre. À l'adolescence, j'ai définitivement choisi les deux formules qui allaient devenir les miennes et, ainsi, m'accompagner jusqu'à ce jour : *changer la vie*, d'Arthur Rimbaud ; *transformer le monde*, de Karl Marx. Je ne me suis jamais senti responsable ou coupable des crimes commis au nom du communisme. Les horreurs du vingtième siècle n'ont pas gâché mon idéal. Aujourd'hui encore, je pense qu'elles n'ont rien à voir avec ce pour quoi je me bats, ce pour quoi je me suis toujours battu — certes, le plus souvent à ma façon et

dans des directions opposées ; certes, plutôt avec les armes toujours renouvelées de la poésie. Les mots sont mon domaine de prédilection. C'est pourquoi je n'entends pas comprendre *le silence des communistes*, leur grande vulnérabilité et leur repli identitaire. C'est pourquoi, dès que j'en ai l'occasion, je cite un court texte de Christian Bobin qui, aux pires moments d'angoisse, d'incertitude ou d'égarement, me rend à chaque fois la parole et me redonne confiance et espoir. Ce texte, il dit précisément ceci : « Il y a un communisme réel de l'écriture. C'est le même communisme que mettent en œuvre les amants quand ils s'aiment et les enfants quand ils jouent. Jouer, écrire, aimer, c'est entrer dans une société qui échappe à toute emprise du monde, c'est faire l'expérience d'une fraternité réelle, non décrétée, atteinte après avoir épuisé la singularité des voix et des chairs, après avoir traversé toutes épaisseurs de différences, sans en oublier aucune. » À ma connaissance, Christian Bobin n'est pas, et n'a jamais été, communiste. Mais ses propos me conviennent et me suffisent. Il ne faut jamais oublier la simple, et belle, puissance d'exister. Pour ma part, je demeure par-dessus tout un communiste plausible : républicain, libertaire et sentimental.

Saint-Fons, nuit du 2 décembre 2008.

*

Roland Weyl

Ce parti pour construire le futur !

Les raisons d'un choix :

J'ai adhéré voici plus de 60 ans. A déjà près de 30 ans, et, Docteur en Droit, ce n'était pas un coup de tête de jeunesse. Au sortir d'épreuves marquées par ce qu'on appelait « *la trahison des trusts* » et enseigné par les compromissions social-démocrates, le PCF m'apparaissait comme le seul outil d'action pour un changement de société. C'était un choix de civilisation, fondé sur la prise de conscience que celle-ci passait par un choix de classe.

C'était ce choix qui faisait dire par un Langevin « *plus j'apprends, plus je deviens communiste* », d'un Joliot « *je ne me suis jamais senti aussi libre que depuis que je suis communiste* », et par un Picasso « *je vais au communisme comme on va à la fontaine* ».

Même si elle s'y est ajoutée, la référence à l'URSS ne fut qu'un plus mais pour rien dans l'option fondamentale.

Toujours à l'école :

Langevin disait aussi « Plus je suis communiste et plus j'apprends ». Je n'ai pas arrêté d'apprendre, de découvrir, de mettre à jour, à la faveur de l'évolution des événements, et de l'apport permanent de la réflexion de « l'intellectuel collectif » qu'était le Parti dans la diversité de ses composantes et de leur expérience de la vie et des luttes.

J'ai d'abord appris à me dépouiller de tout ce que j'avais reçu de l'idéologie dominante, à être en garde contre ses retours incessants, à découvrir les nouveaux horizons du matérialisme dialectique, puis

peu à peu à les déschématiser, à tout désidéaliser, à tout mettre en perspective, à intégrer les contradictions. Grâce à quoi, sans jamais changer le choix fondamental, je n'ai pas arrêté d'en changer la vision et la mise en pratique.

C'est une des raisons pour lesquelles je refuse l'anathème d'archaïsme ou de nostalgie : on disait que « le communisme est la jeunesse du monde ». Je persiste à le penser, et à penser que ne pas en démordre est une démarche tournée vers l'avenir donc une démarche de jeunesse.

Essai d'analyse matérialiste de la crise actuelle

D'abord, je récuse le terme de « déclin », qui accrédirait une idée de dépérissement d'un être en fin de vie. Le terme d'« effondrement » traduit mieux comment une construction s'écroule pour une cause qui peut ne pas lui être substantielle, et laisse ouverte la possibilité de reconstruction.

Plus exact encore est le terme de « perte de crédit », qui rend compte à la fois de l'effondrement des effectifs et de celui des suffrages électoraux.

C'est cette **perte de crédit** dont il faut rechercher les explications.

Et il ne faut surtout pas voir dans les résultats municipaux et cantonaux un démenti et une raison de se rassurer et de penser que le temps des interrogations serait périmé.

Ces résultats sont en effet divers et contradictoires, et tendraient au contraire à vérifier ce qui suit : les bons résultats ont été là où n'a pas été pratiquée la délégation de pouvoir mais une relation politique vivante avec la population. Et là où il y a eu échec, que ce soit par des pertes ou des non-gains, les candidats locaux ont manifestement pâti de l'absence d'image nationale. Plus particulièrement 1) il est permis de penser que les abstentionnistes

sont en grande partie ceux que nous ne mobilisons pas, 2) les primaires en Seine St Denis n'auraient jamais permis la victoire des socialistes si le Parti n'apparaissait pas avec une différenciation si faible qu'elle est ressentie comme une affaire de boutique.

Les mauvaises explications :

La malédiction du passé : le « stalinisme » du Parti, la solitude sectaire, le rapport à l'URSS. La pratique du Parti a certes connu des défauts, mais n'a jamais été ce que veulent bien en dire des oracles qui ne l'ont pas vécue et sont simplement sur la défensive devant les campagnes habituelles des adversaires de classe.

Le Parti était beaucoup plus solitaire dans les années 30 et c'est le moment où il s'est développé, précisément sur la base de sa différence. C'est pour les élections présidentielles de 1969 qu'il a obtenu son meilleur score électoral.

Pourtant, 1. on connaissait tout du stalinisme en URSS, 2. le Parti ayant seul voté d'abord contre la constitution de 1958, puis contre l'élection du Président de la République au suffrage universel, 3. il était plus seul que jamais, s'était retrouvé en 1968 à lutter sur deux fronts contre la droite et contre le gauchisme (et y compris en son sein contre Garaudy sur sa droite et J. Vermeersch sur sa gauche), et venant d'être exclu des tractations du PS et de Mendès-France 4. en fait de discrédit pour « stalinisme » interne, le candidat était celui qui avait fait applaudir Staline à Wagram après le 20^e congrès du PCUS.

Une obsolescence exigerait de faire autre chose correspondant aux nécessités nouvelles.

La mystique de la modernité est un produit de l'idéologie dominante : combinée de technicisme et se développant sur le

terrain favorable de la révolution scientifique et technique et du développement de forces productives, elle prend le relais des diversions religieuses ou réformistes pour occulter l'enjeu dominant des rapports de classe (avant-hier, la religion au-dessus des classes, hier l'Etat au-dessus des classes, et aujourd'hui la technique et la modernité au-dessus des classes).

Pourtant plus que jamais l'essentiel demeure l'exploitation de l'Homme par l'Homme, donc l'antagonisme entre exploitants et exploités. Ce qui change est 1) la ligne de front qui n'est plus seulement entre prolétariat et bourgeoisie de masse, mais entre peuples et capital mondialisé, 2) le mode d'exploitation (révolution informatique et médiatique). Cela peut conduire un parti communiste à réfléchir sur ses moyens d'action et sur son champ d'écoute et d'organisation, mais ne change rien à la nécessité de son existence originale comme parti de lutte de classe, et plus que jamais sur sa base spécifique unissant **classe, nation et internationalisme**.

Donc ni la malédiction du passé ni l'obsolescence ne sont des explications valides, et il faut en chercher d'autres.

Quelques pistes d'explications :

La compromission avec les socialistes. Force est de constater que c'est avec les élections de 1981 que l'érosion a commencé à se manifester dans l'électorat, entraînant en spirale l'érosion dans les effectifs par perte de confiance. D'où une propension à inculper principalement la compromission avec le PS.

L'érosion a d'abord fonctionné au profit du « vote utile » : dès lors que le programme était le même, aucune raison de voter plutôt pour le parti. Il s'est aggravé d'une prétendue nécessité de solidarité gouvernementale qui exigeait de mettre une sourdine aux actions pour ne pas gêner nos ministres.

Pourtant on aurait pu participer au gouvernement et ne pas pour autant relâcher l'action. Il y a eu là la première amorce d'une autre dérive : la délégation de pouvoir.

La dérive de la délégation de pouvoir

C'est elle qui se manifeste déjà à l'occasion du programme commun. L'idée en avait été lancée déjà par Waldeck Rochet, et elle pouvait prospérer si ce programme avait été une référence de luttes populaires. Mais c'était sous-estimer les méfaits qu'avait déjà causé dans la conscience populaire (et chez les militants) la délégation de pouvoir, produit combiné des institutions de la 5^e et de l'influence idéologique de la révolution scientifique et technique.

De façon constante et notamment dans son discours du Congrès d'Ivry en 1945, Maurice Thorez avait dénoncé la tendance habituelle du Parti à pratiquer l'union à la tête au préjudice de l'union à la base, en lançant notamment cette phrase célèbre : « *L'union à la base toujours, l'union à la base et à la tête quelque fois, l'union à la tête seulement jamais* ». Or le programme commun a fonctionné comme un accord dont l'application était déléguée aux états-majors politiques.

Cependant, le mal n'était encore pas structurel, et n'affectait que le niveau tactique et non le niveau stratégique, et pouvait donc être redressé.

Vint alors la mutation

Avec la mutation, on passe de l'erreur tactique possiblement passagère à la remise en cause stratégique et structurelle, qui va marquer non plus seulement une aggravation quantitative du glissement mais un « *bond en arrière* » de nature qualitative et substantielle.

On ne peut pas s'étonner de la chute vertigineuse de crédit du Parti, quand c'est sa direction elle-même qui la nourrit.

En effet, elle se caractérise par une répudiation de tout le passé, au nom des mêmes arguments qui ont toujours rassemblé contre lui l'adversaire de classe de la droite et les collaborateurs de classe de la social-démocratie (au point de les trouver ensemble à la tête des incendiaires des sièges en 1956).

Pour tout rénover, on va commencer par démanteler ses structures et supprimer les écoles. Et la dominante est de refaire à l'envers un congrès de Tours, que l'on caricature en allégeance à Moscou, alors qu'il est d'abord celui d'un Parti Socialiste de l'époque qui sous l'impulsion de « la génération du feu », purge la trahison de ses dirigeants compromis dans « l'Union Sacrée ».

Pourquoi ce virage à 180 degrés ?

En tant que marxistes, il faut essayer d'en faire une analyse matérialiste et d'en dégager des raisons objectives, où plusieurs ingrédients vont s'alimenter mutuellement :

D'abord une évidence chronologique :

La « mutation » est contemporaine de l'effondrement de l'URSS, et tout se passe comme si c'était un soulagement. En tout cas il va falloir faire avec (ou « sans »).

Enfin on est débarrassé de cette compromission et on va même peut-être pouvoir redevenir fréquentable, à condition de bien marquer qu'on a soi-même tourné la page, et qu'on a pris la mesure de sa propre culpabilité. Ainsi espère-t-on avoir l'absolution.

Déjà au lendemain de 1968, des esprits distingués d'une certaine gauche ne nous invitaient-ils pas à être « crédibles », en étant moins propagandistes et dogmatiques ?

Et pour être crédibles, tant qu'à faire, faisons amende honorable sur notre propre passé, en le marquant le plus spectaculairement possible, avec l'abandon des références théoriques, grevées de l'anathème de « dogmatisme », et la structure des cellules, grevée de « militarisme ».

**Tout cela est facilité par la pénétration de
l'idéologie dominante.**

Il a toujours été de l'éducation du Parti de se rappeler que l'idéologie dominante est en éternel retour et que le Parti ne peut pas y être imperméable.

L'idéologie de la modernité dont on a déjà noté qu'elle est objectivement secrétée par le développement des forces productives va favoriser l'idée que le Parti tel qu'il est une vieillerie dépassée, et offrir un alibi rêvé pour se débarrasser de cet encombrant passé et se montrer différents et blancs comme neige.

Cette idéologie générant des déviances technicistes par spécialités et une nouvelle division du travail, qui est une division des compétences, va reprendre, actualisée, la vieille idéologie bourgeoise « laissez faire la politique à ceux qui savent », va secréter une professionnalisation de la politique (avec dichotomie entre classe politique et « société civile »). A partir de quoi, tous les repères étant mis au musée des antiquités, va demeurer, lancinante, la perception immédiate des problèmes tels qu'ils s'expriment en surface avec les reculs électoraux.

Et la gestion de la crise va se polariser sur les critères électoraux et les recettes électoralistes.

La même image électoraliste et politicienne que tous les autres

Le raisonnement va être simple : pour avoir des voix, il faut plaire aux électeurs, donc penser comme eux.

Déjà dans « le Défi démocratique », rompant avec la tradition d'affirmer la fierté de notre différence, Georges Marchais s'emploie à rassurer en protestant que nous sommes un parti comme les autres.

Mais cette fois on va plus loin : Si la priorité est dans les enjeux électoraux, il ne faut pas choquer les électeurs en tenant un discours à contre-courant.

En parfaite cohérence, la tactique va prévaloir sur la stratégie. Et on va apparaître comme, s'orientant au coup par coup non en fonction d'une boussole que l'on peut donner à voir, mais en fonction de ce que l'on pense pouvoir attendre d'habiletés circonstancielles. C'est la définition même de l'opportunisme.

La même délégation de pouvoir démobilisatrice

Enfin, par nature, une telle option est en dépendance exclusive de manœuvres d'état-major, comportant tous les marchandages au sommet, et l'accréditation de l'entrée dans le club de la politique politicienne, avec donc un renvoi à une aggravation constante du discrédit, à partir de cette idée simple que si le Parti Communiste est et fait comme les autres, on peut se demander quelle est sa raison d'être et quelles raisons peut-on avoir de lui faire confiance.

Il en résulte que, alors qu'autrefois le Parti était identifiable par le fait qu'il ne pensait pas comme les autres, qu'il apparaissait souvent comme ayant le seul tort d'avoir eu raison trop tôt, mais permettant de faire à l'épreuve des faits la vérification qu'il avait raison, que l'on était en quête de ses analyses parce qu'elles étaient différentes, son insertion dans une sorte de pensée unique de la « gauche » lui

retire toute raison d'exister.

De plus, cet électoralisme délégataire qui ne s'investit plus dans les luttes fait perdre au Parti le crédit que lui valait d'être d'abord un animateur de mouvement populaire. Et en corollaire il a perdu une de ses vertus essentielles, l'élément passionnel, tout ce que contenait « le mot camarade ». En croyant devoir se plier à l'ultimatum d'être « raisonnable », on est dépouillé de la dimension affective qui était un indispensable ferment d'intense humanité et d'engagement dans les luttes. On a remplacé la confiance en l'avenir en une inquiétude permanente.

Du révolutionnaire au gestionnaire :

De cette débâcle doctrinale a découlé tout normalement une débâcle de la relation aux masses populaires et se caractérise globalement et sous tous ses aspects par la délégation de pouvoir et la réduction à des différenciations gestionnaires.

La dernière campagne des présidentielles en aura été une illustration typique :

Alors qu'autrefois, les dirigeants communistes disaient toujours « Nous », ils disent aujourd'hui « Je ». Les propositions ne sont plus celles « du PCF » mais de Robert Hue puis de Marie-George Buffet. Au surplus la méthode consistant à présenter des listes de propositions de réformes pont par point, et souvent de réformettes ne donne pas à voir et à choisir de grands axes de lutte, et les « propositions » se présentent comme la collection que propose un représentant de commerce.

Par leur nature et leur contenu elles dépassent rarement un niveau gestionnaire : « ce que je ferais si j'étais au gouvernement ».

Extériorisation du rapport à la population et aux militants eux-mêmes

Enfin, les campagnes, de façon générale ne consistent plus à organiser des luttes et à les alimenter, mais à s'adresser aux gens en leur disant « voilà ce que nous vous offrons de faire pour vous », ce qui dans le meilleur des cas constitue un appel à la délégation de pouvoir au Parti.

Au demeurant, tout le rapport aux forces populaires est marqué de cette démarche : quand on fait des assemblées et des forums, ce n'est pas pour organiser l'action, mais pour « consulter » la population sur ce qu'on doit faire. C'est d'ailleurs bien ce que signifie le mot d'ordre de « démocratie participative ». « Participer » n'est pas « diriger ». La « démocratie participative » veut dire qu'on laisse une place à la base pour prendre une part, mais seulement une part.

Le fonctionnement interne lui-même en est marqué : le prétendu démocratisme qui consiste à inviter les communistes à donner leur avis par référendum interne, ou en répondant à des questionnaires est une officialisation de la délégation de pouvoir puisqu'elle réduit le militant à répondre aux questions que la direction décide de lui poser pour ensuite en tenir compte ou non dans son action.

Les masses populaires sont « mutées » en clientèle potentielle et les militants comme des instruments de ce clientélisme. Il est normal que dans ces conditions le corps dépérisse et que peu à peu ne reste que la tête, pour qui l'étiquette n'est plus que la marque de référence dans les compétitions politiciennes de sommet.

Il est également normal que puisse se poser alors la question de la raison de maintenir l'existence d'un Parti dépouillé de toutes ses justifications spécifiques

La logique de la dynamique liquidatrice

Cette analyse n'implique pas nécessairement une perversion des acteurs de cette dérive. Sans aucun doute, il y a des cas individuels pour lesquels elle a favorisé tous les carriérismes propres aux partis bourgeois, mais jusque là étrangers au Parti. Mais de façon générale, il faut faire à ces acteurs le crédit de la bonne foi et de la bonne volonté.

Sans aucun doute veulent-ils et croient-ils être utiles. C'est là encore une des caractéristiques de l'opportunisme.

Il est vrai que l'autre caractéristique est que, depuis près de 20 ans que la dérive a fait ses ravages, bon nombre de ceux-là n'ont rien connu de ce passé qu'ils vilipendent à l'aulne de ce qui leur en est raconté par ceux qu'il leur est plus commode d'écouter.

Et aussi que depuis 20 ans, ils ont complètement oublié (quand jamais ils les ont connus) les repères fondamentaux de la culture politique que tout un héritage enrichi de 70 ans d'expérience avait valu au Parti, et qu'on s'est mis en devoir d'oublier au prétexte de faire peau neuve. Pourtant les résultats devraient les inciter à réfléchir, car, bonne foi ou non, bonne volonté ou non, il leur fait bien faire le constat que ce qu'ils croyaient être utile a été nuisible, que ce qui est en échec n'est pas le Parti mais ce qu'ils en ont fait.

Il est donc vrai que le moment est venu de tout remettre à plat pour faire le bilan et en tirer les conséquences.

Mais le choix n'est pas alors entre liquider le Parti ou le garder tel qu'il est, mais entre liquider le Parti, ce qui ne serait jamais que finaliser le processus engagé depuis 20 ans, ou en finir avec la dérive, et refaire du Parti ce qu'il doit être.

**Pour le Peuple de France et ceux du monde,
rendre vie et vigueur au Parti Communiste
Français. Si le Parti n'existait pas il faudrait
l'inventer.**

Dire que la nécessité d'un Parti Communiste est dépassée, c'est dire que la Révolution est un objectif obsolète et que la société n'est plus obérée par la contradiction de classes.

L'argument des nécessaires rassemblements ne doit pas se fourvoyer dans de fausses alternatives : c'est aux heures de sa plus grande force et de sa plus grande vitalité de parti que le PCF a été l'artisan des plus grands rassemblements

Encore faut-il retrouver dans la culture jetée aux oripeaux quelle en était la philosophie, demeurée fondamentale : on rassemble d'autant plus large que l'on en réduit les objectifs à ce que le plus grand nombre a en commun. Cela peut même conduire à des rassemblements en cercles successifs : On peut rassembler à la fois 50 sur $a + b$, et 100 sur a seulement. et 100 autres sur b seulement. Et pendant ce temps, le Parti lui-même garde sa liberté d'agir sur $a+b+c+d$.

Donc, vouloir supprimer le parti pour y substituer un rassemblement, c'est seulement supprimer le parti, puisque sa suppression n'est pas une condition du rassemblement.

De plus, il est clair que si le Parti peut avoir la liberté d'agir sur $a+b+c+d$ et qu'on y substitue un rassemblement celui-ci sera inévitablement limité à a ou b ou $a + b$ ou $a+b+c$, car autrement si c'était pour assurer tous les objectifs du Parti,, il n'y aurait pas besoin d'une autre base de rassemblement, cela signifie qu'on abandonne ce qui du a , du b , du c , et du d n'est pas repris par le rassemblement.

Donc oui au rassemblement (et même aux rassemblements), mais certainement pas à la place du Parti, mais au contraire non seulement cela ne doit pas être exclusif du rôle propre du Parti mais en dépend nécessairement.

Ce que signifie revitaliser le Parti

1) Conjuguer au présent une dialectique du futur et du passé

Au cours des années et des luttes, le Parti avait accumulé une expérience qui faisait qu'au lendemain de 1968, à la double épreuve de la lutte sur deux fronts en mai, et du coup de force soviétique à Prague, la maturité des militants avait atteint un niveau de qualité sans précédent. Cela permet de mesurer le gâchis ultérieur.

A la base, si les aspects effectivement positifs de l'expérience soviétique ont pu y avoir leur place, y voir la composante principale de cette culture des communistes participe de l'entreprise de l'adversaire de classe. Cette culture des communistes a principalement fleuri sur le terreau d'un double héritage, celui des philosophes des lumières et des combats du mouvement ouvrier français des origines communales à l'évènement communard, enrichi par un marxisme seulement parfois trop dogmatisé.

Il n'y a donc rien ni de « stalinien », ni de passéiste, d'archaïsme, de nostalgique, ou d'immobilisme à en redécouvrir les sources et les richesses. Elles sont un facteur indispensable de fertilisation de la projection dans l'avenir.

Elles le sont d'autant plus qu'elles-mêmes se sont constituées dans un constant mouvement de mise à jour, à l'épreuve des luttes, des échecs, des modifications du contexte et du comportement de l'adversaire. Ce sont des sources constamment ouvertes à la découverte et à l'enrichissement, les rejeter est se désertifier, avec la prétention puérile d'avoir à tout réinventer comme si rien n'avait

jusqu'ici existé ou si a priori tout en était à rejeter parce qu'ayant dépassé la date de consommation !

Pour le vérifier, il suffit de faire un bref inventaire, évidemment non exhaustif, de ces repères : 1) Ce sont les peuples qui font l'Histoire. 2) Les peuples sont enseignés plus par l'expérience (leurs déboires, leurs luttes, leurs succès) que par les discours. 3) Définir le communisme autrement que par une sorte d'humanisme vague dont tous les autres font à bon compte leur panneau publicitaire. Revenir aux fondamentaux, mettre au centre la dénonciation de l'exploitation de l'Homme par l'Homme, et donc la lutte de classes.

Remettre en honneur des formules ambitieuses comme : le communisme est la substitution de l'administration des choses au gouvernement des hommes, ou encore, c'est la maîtrise des êtres humains sur leurs rapports sociaux et sur la nature. Reprendre avec vigueur les drapeaux du matérialisme historique, et les donner non pas seulement à voir mais à partager.

2) Simplement mettre à jour l'application de cette boussole au moment de l'Histoire où nous sommes

Le stade du capitalisme mondialisé est en proie avec la crise tenant à la contradiction fondamentale qui peut, dans la course aux marchés, conduire aux pires catastrophes pour l'Humanité.

Cela rend plus actuelle que jamais la nécessité d'une conscience de classe, mais en déplace le front, qui, avec toujours évidemment la classe ouvrière comme moteur, une opposition entre peuples et capital mondial. Nous sommes à une époque où dans tous les domaines l'alternative fondamentale est entre pouvoir sur les peuples et pouvoir des peuples.

Cela pose en termes nouveaux, enrichis, la notion d'internationalisme. Toute l'Histoire du Parti a été imprégnée de la

solidarité entre classe et nation. Il serait coupable de penser que cela puisse être périmé, quand, en acquiesçant des luttes passées, le Préambule de la Charte des Nations Unies, en proclamant « Nous Peuples des Nations Unies, avons décidé d'unir nos efforts » a donné à la notion de souveraineté populaire une dimension mondiale, consacrant que les Peuples étaient pluriels, et devaient être égaux, souverains, mutuellement respectueux et solidaires.

3) Ne pas hésiter à remettre au centre en la mettant à jour la question du pouvoir Cette question du pouvoir est centrale. Encore faut-il la poser de façon adéquate.

On a l'impression que cette question du pouvoir est taboue, qu'on tremble de paraître prôner la prise du pouvoir un jour J, comme si la notion de pouvoir était irrémédiablement compromise par le précédent soviétique de « Parti au pouvoir » et d'autoritarisme de parti.

C'est faire bon marché de ce que dans toute formation sociale, il faut que soient prises des décisions, et que la question de savoir qui les prend et comment, est incontournable. Et la question de savoir qui a le pouvoir sur quoi est un enjeu central.

Et qu'on le veuille ou non, la Révolution est une inversion de pouvoir ; on ne peut pas se dire révolutionnaire et en faire l'économie. C'est d'ailleurs la différence d'avec le réformisme qui ne brigue qu'à se différencier dans des choix purement gestionnaires sans inversion du pouvoir.

Et la démocratie n'est pas une inversion de pouvoir si elle se limite à garantir des libertés. Mais elle l'est si on lui restitue son origine étymologique de « pouvoir du peuple ». Marx ne disait-il pas que la liberté ne vaudra plus rien dire quand il n'y aura plus d'oppression, et qu'elle aura fait place à la maîtrise ?

Alors les luttes sont mises en perspective : l'alternative étant pouvoir sur le peuple ou pouvoir du peuple, on renoue avec toutes les batailles de notre peuple pour la souveraineté populaire. On évite le piège libéral du "trop d'Etat" ou de "l'Etat-providence" pour viser à cette ambition que Krouchtchev avait proclamée pour l'URSS mais dont les conditions et l'héritage historiques n'ont pas permis de faire passer dans la vie : l'Etat du peuple entier dont la fonction répressive dans une société de classes fait place à un Etat de service public dans une société libérée de la domination de classe. Il ne s'agit plus alors d'un pouvoir de parti, mais d'un pouvoir du peuple.

Il est évident que, ainsi résumé, cela s'offre à tous les lazzis anti-populistes. Mais le populisme est l'utilisation par des oligarques d'un soutien populaire démagogiquement fourvoyé, alors que le pouvoir du peuple est simplement l'exercice d'une véritable souveraineté populaire.

Et dès lors que la question du pouvoir est posée en ces termes, elle se retrouve dans tous les combats, car c'est dans tous les domaines, et pied à pied, que à tout moment cette question du pouvoir est posée : elle l'est dans la bataille contre les privatisations, dans la défense du service public, s'agissant des attributions des comités d'entreprise, des prérogatives municipales, du mode d'élection, des pouvoirs des élus et de leur responsabilité devant leurs mandants, de la transparence de leurs délibérations, des possibilités d'intervention populaire, de la démocratisation des médias, etc...

A cet égard, la véritable mutation du PCF a été opérée dans les années 60, quand d'abord Maurice Thorez proclamait à la dernière conférence mondiale des Partis Communistes le droit à la

différence, puis quand, préfaçant l'abandon de la dictature du prolétariat, était lancée en 1966 la stratégie de la démocratie avancée menant au socialisme, c'est-à-dire le combat pour la démocratie jusqu'au bout, à la condition qu'elle intègre à la fois le politique et l'économique, et ne soit pas cette caricature de démocratie réduite à l'élection et à la délégation de pouvoir.

**D'abord et d'urgence rendre à notre peuple colère,
ambition et confiance en lui**

Dans sa pièce Nekrassov, Sartre fait dire par un de ses héros « ils veulent désespérer Billancourt ». Le drame est qu'ils y ont réussi, et que, l'effondrement de l'URSS y ayant aidé, le parti lui-même y a contribué, en acceptant de se culpabiliser comme si c'était le moyen de faire peau neuve, et en ne sachant plus ou n'osant plus, une fois privé de la référence à l'exemple soviétique, offrir de perspectives alternatives (alors que les révolutionnaires du 19^e siècle n'en étaient pas incapables ni avarés, en un temps où il n'était pas question de modèle soviétique).

Il ne s'agit pas, comme c'est un peu partout la mode, de présenter un projet de prêt-à-porter, mais de montrer à notre peuple, à la fois par le discours, par l'exemple, et par l'entraînement, qu'une véritable alternative est nécessaire et possible, et de lui rendre la chaleur et l'enthousiasme d'une véritable perspective de libération humaine.

Sans doute un tel combat doit compter aujourd'hui avec les nouvelles formes de la domination de classe, que ce soit le nouvel opium du peuple que représentent les dévoiements et les diversions de la société de consommation, ou les moyens médiatiques.

Mais cela ne fait qu'exiger le passage à un niveau supérieur de qualité et de vigueur dans le combat de classe et non à le réviser à la baisse et au compromis.

Plus que jamais précisément, cette situation rend nécessaire un parti de classe, ayant une boussole, la donnant à voir et à partager, et qu'il n'ait pas pour souci dominant de rassurer mais de motiver et d'impulser.

Il ne faut pas être grand clerc pour penser qu'en se revendiquant avec fierté de son passé, de son héritage, de son identité, de sa boussole, de son internationalisme, le parti redeviendrait ce phare qui aujourd'hui fait si terriblement défaut à notre peuple.

Un manque et un gâchis

Il est clair en effet que l'un des traits les plus dramatiques de la situation actuelle est que l'adversaire n'a rien de vraiment opposé en face de lui. Les différences et oppositions nourries ou non de phrase anti-libérale, ne disputent que la manière de gérer le capital en plus ou moins social. Il y a certes aussi des discours révolutionnaires, mais ils n'ouvrent pas cette ambition communiste d'une complète libération humaine.

La question de l'Europe en est exemplaire : la seule alternative offerte a été celle d'un « non de gauche », strictement focalisé sur les orientations sociales de l'Europe, alors qu'un non communiste devait, comme en 1954 contre la CED être fondé sur la revendication de ne pas toucher au pouvoir de chaque peuple sur ses affaires et sur le choix entre une Europe de concertation entre des Peuples libres et une Europe d'asservissement supranational. Il n'est pas excessif de constater qu'en cette circonstance le Parti a déserté son combat.

Plus généralement, la caractéristique actuelle est que la politique du pouvoir nourrit les mécontentements, mais qu'aucune force politique ne s'offre, comme le ferait un Parti Communiste digne de ce nom, à les faire passer ensemble des protestations catégorielles

à un combat commun pour un changement de logique.

Et le gâchis est considérable, car il est évident 1) qu'il y a, notamment dans la jeunesse, une demande considérable,

et 2) que seraient comblés ceux qui retrouveraient des repérages pleurés ou découvrirait alors des horizons insoupçonnés.

Tous sont orphelins de ces enthousiasmes et de ces perspectives qu'on leur a déniés et demandeurs de pugnacité.

Il n'y a rien de passéiste ou de nostalgique à en retrouver la dynamique dans les conditions nouvelles, plus difficiles sous certains aspects, mais plus faciles sous d'autres, de la société d'aujourd'hui.

A l'approche d'un congrès où son existence est posée, les communistes ne doivent pas oublier que leur Parti n'est pas leur propriété mais celle de leur peuple, et par son internationalisme celui de tous les autres peuples, qu'il n'est pas un but en soi mais un moyen historiquement indispensable, et qu'ils n'ont pas le droit d'en disposer à leur guise, que sa vitalisation n'est pas un droit mais un devoir.

Le Parti Communiste Français peut de nouveau constituer une force en procédant à la correction de ses fautes et en retrouvant dans son passé, sa culture et sa forme, sa pugnacité, ses couleurs et sa fierté, sans préjudice d'une créativité féconde pour construire le futur.

Ce livret est une ébauche...

ce n'est qu'un début, continuons de... l'écrire !

Communistes dans toutes les situations, de toutes les origines, sortons du silence, prenons la parole, portons une critique radicale de ce capitalisme débridé qui fait face aux résistances de peuples qui reprennent la parole...

vous rêvez d'un nouveau manifeste, d'entendre le « bruit des communistes », écrivez-nous !

Contact: pam@utopies.org

